



# Les nouveaux habits de l'ultragauche

**Casseurs.** Anti-capitalistes, anarchistes, « antifas »... Ils inquiètent le pouvoir.

PAR MARC LEPLONGEON ET AZIZ ZEMOURI

Le combustible n'est pas un pneu, une poubelle, mais un homme. Ce 15 septembre 2016, en marge d'une manifestation place de la République contre la loi Travail, un CRS est en flammes. Touché par un cocktail Molotov, le policier est immédiatement

secouru par ses collègues, lesquels, par un réflexe salvateur, se jettent sur son corps et lui enlèvent son harnachement brûlé. Un commissaire assure : « *Ily a eu des vivats dans la foule...* » Six mois plus tôt, quai de Valmy à Paris, des casseurs s'en étaient déjà pris à une voiture de police, incendiant le véhicule et contraignant une gardienne de la paix, Allison, et un adjoint de sécurité, Kevin, à prendre la fuite sous les coups. Allison se dit traumatisée : « *J'ai eu la peur de ma vie. J'ai cru que j'allais mourir.* » Présent sur les lieux, un officier du Renseignement précise : « *J'ai entendu : "On les bute." Je ne sais pas qui a dit ça.* » L'attaque a été préméditée.

**Contestataires.** A Paris, le 31 mars. Les manifestations contre la loi Travail ont dégénéré à travers toute la France, opposant violemment forces de l'ordre et casseurs prêts à tout pour en découdre.

Quelques jours plus tôt, sur le site d'ultragauche Lundi matin, un appel à « *nasser* » la police avait été lancé, selon la technique dite du « *sandwich au poulet* »... Depuis le début des manifestations contre la loi Travail, la haine « antiflics » se porte bien : 630 policiers et gendarmes blessés, 48 pour la seule journée du 28 avril. François Hollande et Manuel Valls n'ont pas grand-chose à faire pour étouffer la contestation, les casseurs s'en chargent pour eux. « *C'est à se demander si le principe même de la manifestation est encore utile, résume une source du Renseignement. Les gens ne retiennent plus que les violences.* »

JEAN-CLAUDE MOSCHETTI/REA

## Une année de violences

Principaux fiefs ultras à travers la France

### Rouen

Une soixantaine d'ultras. Deux tendances : les historiques de 2004, proches de Julien Coupat, et des militants anarchistes plus jeunes.

**31 mars 2016** : jet de barres de métal effilées. **15 septembre** : Parti LR saccagé, permanence socialiste taguée.

### Lille

Entre 50 et 100 ultras issus de groupuscules radicalisés de Nuit debout Lille.

**28 avril** : Apple Store et Printemps saccagés, tentative d'occuper le Théâtre du Nord.

### Rennes

Une cinquantaine d'ultras, dont les leaders viennent de la Maison de la grève, un fief anarchiste.

**28 avril** : destruction de caméras de surveillance. 500 à 600 radicaux dans les cortèges.

### Nantes

150 à 200 ultras, représentés par Pierre Douillard.

**3 mai** : agression très violente d'un policier.

### Paris

Entre 50 et 100 ultras du Mouvement inter luttes indépendant (Mili) et d'Action antifasciste Paris-banlieue (Afa).

**15 septembre** : un policier touché par un cocktail Molotov.

**14 juin** : vitres de l'hôpital Necker brisées.

### Dijon

Une centaine d'ultras, issus des collectifs anarchistes Black Cross et Reclaim the Fields.

**28 avril** : centre-ville dégradé, banques taguées.

### Grenoble

Une vingtaine d'ultras.

**31 mars** : 200 militants alternatifs (casseurs, zadistes, punks...) affrontent les policiers.

La voilà donc, la nouvelle gauche révolutionnaire. Des anticapitalistes en Nike et Adidas Cancun, en polo Fred Perry ou en veste The North Face, des « antifas » des beaux quartiers et des groupes anarcho-autonomes adaptent de vieux slogans situationnistes au goût du jour : « Sous les pavés, les flics ! » Des têtes dont on ne connaît pas les visages, recouvertes de capuches, de cagoules et de foulards noirs, des corps qui se meuvent dans la foule en attendant leur « grand soir ».

**Scénario.** L'image est poétique, la suite plus violente : les casseurs s'en prennent aux magasins et aux banques, déterrent les grilles qui cerclent les arbres des trottoirs pour les jeter sur les forces de l'ordre. « Il y a une ligne de fracture très nette entre ceux qui acceptent le système tel qu'il est et ceux qui ne voient que ses failles et qui ne veulent plus de la démocratie, analyse un pont de la gendarmerie. On casse du mobilier urbain, on casse du flic et du gendarme. Vont-ils en rester là ? » Au ministère de l'Intérieur, les fonctionnaires du Renseignement qui travaillent sur

crètement rencontrés, sont inquiets : « Ils démontent les Abribus, enlèvent les pavés des rues pour les jeter sur la police et mettent de la colle dans les distributeurs de billets ou dans les bornes de tickets Vinci. Ils s'en prennent aux grands symboles du capitalisme. »

Fin mai, après l'attaque de la voiture de police quai de Valmy, des suspects sont interpellés. Parmi eux, un nom mythique : Bernanos ! Lui, Georges, le brillant pamphlétaire du début du siècle dernier, le militant monarchiste et catholique un temps proche de Maurras, l'écrivain si prompt à dénoncer les misères et les puissances d'argent, a laissé derrière lui des arrière-petits-fils qui ont gardé un peu de sa rage. Antonin et Angel Bernanos, deux frères étudiants de 22 et 19 ans, ont été mis en examen au printemps pour tentative d'homicide volontaire. Les policiers assurent qu'ils font partie des agresseurs. L'enquête ■■■

## Parmi les meneurs, les arrière-petits-fils de... Georges Bernanos.

Mercredi  
14 décembre  
2016

9h 15 - 13h

Michel Sapin,  
ministre de l'Économie  
et des Finances  
accueille la

# 18<sup>e</sup> JOURNÉE DU LIVRE D'ÉCONOMIE

Prix du Livre d'Économie

Prix lycéen « Lire l'Économie »

Prix lycéen spécial BD d'Économie



Croissance, marché,  
régulation : comment  
trouver le bon équilibre ?



Lire  
l'Économie

TOTAL

EDF

Challenge's

Le Monde

ÉCO&ENTREPRISE

BANQUE DE FRANCE  
EUROSISTÈME

GRUPE  
20<sup>e</sup>  
Caisse  
des Dépôts

Le Point

La  
documentation  
Française

Ipsos

MEDIATRANSPORTS

Fimalac

Le Monde

franceinfo

Ministère de l'Économie et des Finances  
139, rue de Bercy - 75012 Paris  
Métro : Bercy ou Gare de Lyon - Bus : 24 ou 87



**Arsenal.** Dans ces manifestations qui s'apparentent de plus en plus à des guérillas, tous les moyens sont bons pour résister aux forces de l'ordre et pour les combattre : tranchées (Notre-Dame-des-Landes, 2015), lance-projectiles (ZAD de Sivens, 2014) ou projectiles artisanaux (Rennes, 2016).

■■■ judiciaire n'a, pour le moment, pas réussi à le prouver : un certain Nicolas F, fils et petit-fils de militaire, a affirmé devant le juge avoir donné les coups. Les policiers s'interrogent toujours sur le rôle des frères Bernanos, qui étaient présents au moment de l'agression et qui avaient été remarqués lors de très nombreux rassemblements qui ont dégénéré, comme celui du 29 novembre 2015, où des bougies déposées place de la République en mémoire des victimes des attentats avaient été utilisées comme projectiles. « *Je ne me sens en aucune façon coupable. (...) J'ai participé à beaucoup de luttes, principalement anticapitalistes, antiracistes, antifascistes. Je suis très investi dans la lutte de soutien aux migrants et, ces dernières années, j'ai été particulièrement présent dans la lutte contre les violences policières* », répond Antonin à la juge. Le jeune homme, qui vivait jusque-là avec sa mère et son cadet dans leur appartement du 14<sup>e</sup>, prend de grands airs, mais, épuisé par sa garde à vue, finit par lâcher quelques larmes. L'ultra-gauche ? « *C'est une étiquette de la police reprise par les médias dès que les jeunes manifestent, rétorque-t-il à la magistrate. Mes valeurs sont l'égalité et la justice sociale. Je participe à des manif depuis l'âge de 16 ans.* » Angel, le petit frère, est également bien connu de la police. Il est affublé d'une fiche S pour son appartenance à la « *mouvance contestataire antifasciste susceptible de se livrer à des violences* ».

L'appartement des Bernanos est aussitôt perquisitionné. Treize

casques de moto sont trouvés dans la chambre d'Angel. Dans celle de son frère, les policiers découvrent un masque à gaz, un poing américain, trois pots à fumée, des protège-tibia et plus de 250 tracts, autocollants et affiches de l'Action antifasciste Paris-banlieue, un groupuscule très surveillé par le Renseignement car soupçonné de vouloir rallier les cités sensibles à la lutte. Un phénomène craint par les autorités et déjà observé à Nantes en mai, lorsque des jeunes des quartiers avaient rejoint des manifestants en centre-ville pour attaquer les commerces... Chez Brian M., 21 ans, et Leandro L., 32 ans, deux des camarades de lutte des Bernanos, la police saisit une matraque

**Détournement.** Vademecum distribué lors des manifestations contre la loi Travail : « A diffuser et afficher aussi largement qu'il y a d'affiches du gouvernement nous ordonnant partout d'obéir aux forces de l'ordre. »

en bois, une bombe aérosol de défense, des gants et un cache-col. Un matériel qui, sans être impressionnant, correspond en tout point à celui utilisé par les casseurs dans les manifestations. Chaque fois, le scénario est parfaitement huilé. Les casseurs se fondent dans la foule puis, quand sonne l'heure de l'assaut, sortent de leur sac à dos leur matériel (cagoules, lunettes de ski, fumigènes...) et des tenues noires pour être moins facilement identifiables. Certains vont jusqu'à dissimuler des tasseaux de bois sous leurs manches pour se protéger des coups de tonfa. « *J'ai parfois l'impression qu'ils ont des conseillers techniques tellement ils sont précis. On a retrouvé des livrets qui expliquent comment parer nos tactiques*, raconte un commandant de CRS. *On se croirait dans "Thierry la Fronde", en pleine attaque de château fort!* »

**Propagande.** Les forces de l'ordre sont acculées derrière des barrières de fortune. Les projectiles (pierres, bouteilles de verre, barres de fer...) sont ramassés sur le parcours dans des cachettes préparées à l'avance, stockés dans des poubelles et des chariots de supermarché et jetés sur les policiers par douzaines. Le 28 avril, à Rennes, une bombe artisanale construite à l'aide d'un filtre à gazole rempli d'essence explose et manque de peu sa cible. Le 31 mars à Rouen, ce sont des barres de métal effilées « *comme un javelot* », raconte un policier, qui sont lancées sur les forces de l'ordre attroupées devant la préfecture. Un gendarme ■■■





## « On se croirait dans “Thierry la Fronde”, en pleine attaque de château fort ! » Un CRS

■■■ souligne: « Il faut comprendre une chose: on n'est pas dans l'à-peu-près. Ils se déplacent comme nous, en perroquet, et ne s'isolent jamais. » Dans chaque manifestation, de la peinture est lancée sur la visière des casques des CRS pour aveugler ces derniers, tandis que les ultras brandissent des banderoles à poignée qui leur servent à parer les coups. La dernière étape? « La propagande, répond un gendarme. Ils diffusent sur les réseaux sociaux des images de casseurs ensanglantés, comme si c'étaient nous qui avions provoqué les violences. Des medic teams, des gars avec une croix rouge sur un casque blanc, accourent ensuite devant les caméras pour prodiguer les premiers secours et distribuer le collyre pour les yeux et le Maalox pour diminuer l'effet du gaz. C'est dévastateur pour notre image. » Des débordements qui poussent les policiers à procéder à des interpellations préventives, comme le reconnaît ce commissaire de la région parisienne: « Le gars possède un marteau brise-vitre? On fait une procédure pour port d'arme. Même si ça ne tient pas, on le met au frais pendant le temps de la manifestation. »

Depuis le sommet de l'Otan de 2005, les ultras se déplacent beaucoup, passent d'un foyer de contestation à un autre, font de Notre-Dame-des-Landes leur « laboratoire ». Chaque ville a son groupe,

comme à Nantes, où Pierre D., qui a perdu un œil en 2007 à la suite d'un tir de Flash-Ball, est considéré comme le leader local. A Rennes, c'est un habitué de la Maison de la grève, haut lieu de la contestation, qui a été interpellé le 27 avril dans un Brico Dépôt, alors qu'il volait des casques et des cordes pour la manifestation. Deux jours plus tard, le 29 avril, des militants investissent le conseil municipal de Clermont-Ferrand et refusent d'évacuer l'hôtel de ville. Le maire appelle la police. Une enceinte tombe sur la tête du directeur départemental de la sécurité publique. L'auteur des faits, permanent de la CGT Santé et membre de la Cellule antifasciste révolutionnaire d'Augerville, est condamné à un mois de prison ferme. Pour ses soutiens, c'est un prisonnier politique... « On parlait au début de mouvements anarcho-autonomes. En réalité, ils sont très organisés et se renouvellent très vite. Certains ont envie de recréer la Commune, ont des idéaux. D'autres veulent juste faire dégénérer les choses », confie une source du Renseignement territorial. Une question reste en suspens: à quel point les ultras sont-ils organisés? Selon nos informations, des expertises sont actuellement menées à Paris sur les ordinateurs et téléphones portables saisis au domicile des Bernanos et de leurs camarades.

**Haine « antiflics ».** Nantes, le 22 février 2014: lors d'une des manifestations contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, les « opposants », qui ont érigé des barricades, n'hésitent pas à lancer des pavés sur les policiers.

Déjà, les premiers éléments de l'enquête dont *Le Point* a eu connaissance montrent une véritable structuration du mouvement et une préméditation de la violence. A chaque manif, des points de rendez-vous sont échangés avant les hostilités et chacun part avec des numéros de téléphone d'avocats, la *legal team*, inscrits à la main sur des bouts de papier. « Vas-y, les keufs, ils sont en sang sur nous, ma gueule! »; « Mdr, j'ai le blase du mec qui a frappé Léo. Dis-lui que s'il nous donne pas Raoul, ça va être très très chaud pour lui », lit-on dans des messages WhatsApp retrouvés par la police sur le téléphone d'Antonin.

**Escalade.** Une autre découverte a particulièrement inquiété les enquêteurs: l'historique de navigation du jeune homme révèle qu'il a fait sur le Net de nombreuses recherches portant sur les conséquences de l'utilisation de l'acide. « Acide Leroy Merlin », « acide sulfurique magasin », « acide fond les métaux », a-t-il ainsi tapé sur Google le 9 mai. Interrogé en garde à vue, le jeune Bernanos s'est défendu de préparer une action violente: « Cette recherche n'a duré que 39 minutes » et n'était pas destinée à préparer des « engins dangereux », ont assuré M<sup>es</sup> Thierry Lévy et Jérémie Assous, ses avocats. Un gendarme spécialisé, chargé d'enquêter sur les mouvements d'ultra-gauche, est dubitatif: « On est entré dans une radicalité réelle qui, à certains égards, peut constituer les prémices de ce que l'on a appelé les années de plomb. » Sur l'ordinateur de Leandro L., interpellé en même temps qu'Antonin Bernanos, a ainsi été découverte l'adresse d'un forum de discussion privée – on ne peut y accéder que grâce à un code – au nom anodin: « jaimeléseufs.forumactif.org ». Arrivé sur la page Internet, un message défilant précise: « Il est strictement interdit de mentionner l'adresse du forum, l'existence du forum ou son pseudo, par téléphone, par texto ainsi que par les réseaux sociaux (Facebook...) à qui que ce soit, même des personnes déjà inscrites et présentes ici. » Une vraie culture de la clandestinité ■